

Chers dirigeant.e.s de l'UE,

La flambée des prix des denrées alimentaires et de l'énergie plonge les familles européennes dans une crise du pouvoir d'achat, déclenchée par les perturbations d'approvisionnement dues au Covid-19 et aggravée par l'invasion russe en Ukraine. La Commission européenne a proposé des solutions, telles que le plafonnement des bénéfices tirés de la production d'énergie. Ces solutions à court terme sont nécessaires mais doivent être accompagnées par une approche à plus long terme.

En tant qu'organisations de la société civile, groupes de réflexion et syndicats, soutenus par des universitaires de toute l'Union européenne, nous pensons que cette approche doit s'attaquer aux problèmes structurels sous-jacents de notre système économique. L'économie ne répond pas aux besoins de la plupart des Européen.ne.s, des jeunes et de notre planète. Les solutions à long terme incluent des progrès rapides sur l'agenda fiscal de l'UE, y compris une véritable réforme des taxes environnementales, ainsi qu'une réforme profonde du cadre budgétaire de l'UE - pour soutenir les politiques de redistribution et une transition verte juste.

Pour garantir l'équité et la justice, les plus riches doivent supporter la charge la plus lourde. Nous vous exhortons à taxer les activités polluantes. Le système fiscal doit être renforcé, avec des impôts socialement équilibrés et progressifs. Les plus riches devraient contribuer le plus et un taux minimum d'imposition sur les sociétés strict et ambitieux devrait être établi dans toute l'UE afin de garantir une économie au service de tout le monde. Sans un programme ambitieux pour une fiscalité progressive et équitable pour toute la population européenne, les inégalités continueront de se creuser et les riches continueront de profiter de manière disproportionnée du système économique.

Le pacte de stabilité et de croissance - les règles qui régissent les budgets nationaux - doit être modifié par un processus démocratique et transparent. Une réforme d'une telle importance ne doit pas se faire à huis clos et doit au contraire suivre un processus démocratique et transparent qui inclut un rôle formel pour le Parlement européen (procédure législative ordinaire).

Alors que la Commission européenne s'apprête à lancer ses propositions de réforme de la gouvernance économique de l'UE, notamment en ce qui concerne les règles budgétaires, l'occasion est unique d'ouvrir un nouveau chapitre dans l'élaboration de la politique économique européenne. Ce nouveau chapitre doit garantir une cohérence entre les règles budgétaires de l'UE et les objectifs macro-économiques, sociaux et

environnementaux de l'UE, et établir une nouvelle approche des politiques budgétaires des Etats membres.

Par conséquent, nous vous demandons de veiller à ce que les principes suivants soient au cœur de la réforme :

- **Construire une économie d'avenir avec des emplois pour tous et toutes** - Permettre la flexibilité budgétaire pour cibler une économie de plein emploi avec des emplois durables, décents et bien rémunérés disponibles pour tous et toutes.
- **Comblent le déficit de financement écologique et rendre l'Europe indépendante des énergies fossiles** - Des investissements publics écologiques ciblés et renforcés sont nécessaires pour atteindre l'objectif de rester en dessous de 1.5° C fixé par l'Accord de Paris. Un cadre budgétaire réformé devrait garantir l'alignement des dépenses publiques des États membres à l'accord climatique de Paris, ainsi que sur d'autres objectifs environnementaux, notamment la réduction de l'utilisation des ressources et zéro pollution.
- **Réinvestir dans les services publics et la protection sociale** - Les dépenses sociales doivent garantir l'accès universel à des services publics de base de qualité, ainsi qu'un filet de sécurité sociale, afin que personne ne soit laissé de côté et que l'économie des soins joue un rôle central.
- **Viser le bien-être humain, économique et environnemental** - Faire du bien-être durable l'objectif principal de la politique économique de l'UE en établissant des indicateurs adéquats dans le cadre de la politique budgétaire, en veillant à ce que les règles ne se traduisent pas à nouveau par de l'austérité. La croissance économique comme objectif principal ne fonctionne pas et les gouvernements devraient plutôt viser à améliorer les résultats sociaux, économiques et environnementaux.

Étant donné que l'effondrement écologique est une crise prolongée et structurelle, plutôt que temporaire, il est indispensable d'engager dès aujourd'hui des dépenses et des investissements préventifs. Il s'agira également de garantir une bonne qualité de vie pour tout le monde, de meilleurs services publics et un écosystème plus durable pour les générations futures.

Un nouveau cadre européen de gouvernance économique et des règles budgétaires communes ambitieuses doivent être adaptés aux décennies à venir. S'ils sont bien conçus, ils pourraient réduire les inégalités sociales, raviver la confiance dans l'UE et les institutions démocratiques, et contribuer à la création de liens entre communautés européennes.

Avec cette révision, nous avons l'opportunité de concevoir un système plus juste, construit autour d'une économie résistante aux défis à venir, avec des emplois pour tous et toutes, de la solidarité et de la durabilité. Nous vous demandons de saisir cette opportunité sans plus attendre.